Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
10 MAR 1965
Transmis à M.
Coordination

Md

MTL.

L.9213/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 11 février 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal relatif au certificat de candidat commissaire de police, a donné le 23 février 1965 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e februari 1965 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het getuigschrift van kandidaat-politiecommissaris, heeft de 23e februari 1965 het volgend advies gegeven :

C.E.
10-3-65

Par souci de clarté le Conseil d'Etat a estimé devoir proposer un texte nouveau; les diverses observations que le projet soulève seront formulées dans l'ordre des dispositions du texte proposé.

\+

\+ +

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet prévoit l'intervention des Ministres de la Justice et de l'Education nationale et de la Culture (articles 7, 10 et 13) ainsi que du service des postes (article 14). Il conviendrait qu'il soit proposé et contresigné par tous les Ministres intéressés.

\+

\+ +

Le texte proposé par le Conseil d'Etat use des expressions "secrétaire général du Ministère de l'Intérieur" et "Ministre de l'Intérieur", plutôt que de l'expression "Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique" et de l'expression "secrétaire général du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique". En effet, la matière réglée par le projet relève du Ministre de l'Intérieur et non des services de la Fonction publique qui font organiquement partie des services du Premier Ministre (arrêté royal du 2 mai 1961 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle sur les services du Premier Ministre, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1961).

\+

\+ +

.../...

Pour tenir compte de la terminologie la plus récente, l'expression "brevet de commissaire de police" pourrait être remplacée par celle de "certificat de candidat commissaire de police" (voir la loi du 20 décembre 1957 relative au statut des greffiers de l'ordre judiciaire et la loi du 5 juillet 1963 relative au statut des huissiers de justice).

\+

\+ \+

INTITULE.

Le projet ne porte pas d'intitulé. L'intitulé suivant est proposé :
"Arrêté royal relatif au certificat de candidat commissaire de police".

\+

\+ \+

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

L'article 12 du texte proposé, qui reprend l'article 13 du projet, omet l'alinéa 4 suivant lequel les jurys délibèrent ensemble pour fixer les mesures d'ordre général. Cette disposition pourrait donner à croire que les jurys sont investis d'un pouvoir réglementaire , alors qu'il s'agit uniquement de leur permettre de fixer les

mesures d'ordre intérieur nécessaires au bon fonctionnement des épreuves. Aucun texte n'est nécessaire à cet effet.

L'article 25 du texte proposé prévoit la motivation et organise les droits de la défense, eu égard à la gravité du retrait de la reconnaissance.

Il est en effet indispensable de prévoir que les faits reprochés seront portés à la connaissance du pouvoir organisateur, d'accorder à celui-ci un délai raisonnable pour présenter ses moyens de défense et d'imposer l'obligation de motiver la décision intervenue.

\+

\+ \+

TEXTE PROPOSE.

Vu la loi communale, notamment les articles 123, alinéa 2, et 125, alinéa 3, modifiés par **la loi du 14 février 1961 ;**

Vu la loi du 29 mars 1953 relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et de Notre Ministre de l'Education nationale et de la Culture,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE PREMIER. - DES CONDITIONS DE NOMINATION.

Article 1er (article 1er, alinéa 1er, et article 16, A, du projet).

Nul ne peut être présenté aux fonctions de commissaire de police ou nommé commissaire de police adjoint s'il n'est titulaire du certificat de candidat commissaire de police délivré après la réussite de l'examen prévu au chapitre III ou s'il n'en est dispensé.

Article 2 (article 2, alinéa 2, du projet).

Le certificat est valable dans tout le Royaume.

Article 3 (article 16, A, du projet).

Sont dispensés de la production du certificat, à condition d'être porteurs d'un diplôme ou certificat prévu à l'article 5 :

1° les officiers de la gendarmerie et les sous-officiers ayant réussi l'examen d'officier;
2° les lauréats de l'examen d'officier judiciaire près les parquets.

.../...

Article 4 (article 15 du projet).

Les titulaires du certificat sont inscrits par le Ministre de l'Intérieur sur une liste qui sera communiquée aux gouverneurs de province et aux commissaires d'arrondissement, ainsi qu'aux administrations communales qui en feront la demande.

CHAPITRE II. DES CONDITIONS D'ADMISSION A L'EXAMEN DE CANDIDAT COMMISSAIRE DE POLICE.

Article 5 (article 2, alinéa 1er, du projet).

Pour être admis à l'examen prévu à la section 1ère du chapitre III, les candidats doivent être porteurs du diplôme d'études moyennes du degré supérieur ou d'un autre diplôme ou certificat donnant accès aux emplois du niveau 2 des agents de l'Etat.

Article 6 (article 2, alinéa 2, du projet).

Sont admis aux examens prévus à la section 2 du chapitre III :

1° les candidats qui remplissent les conditions fixées par l'article 5;

2° les candidats porteurs du certificat d'études moyennes du degré inférieur et qui remplissent en outre les trois conditions suivantes :

a) compter quatre années de fonctions effectives dans la police communale et rurale;
b) avoir suivi régulièrement dans une école provinciale de police reconnue un cycle de cours prévu à l'article 24;
c) avoir réussi l'examen de maturité organisé en vertu des articles 7 à 13.

.../...

Article 7 (article 12 du projet).

L'examen de maturité est organisé au cours du premier trimestre de chaque année par le Ministre de l'Intérieur.

Article 8 (article 12 du projet).

Les candidats doivent s'inscrire entre le 1er et le 20 novembre de l'année précédant celle de l'examen.

Les inscriptions sont présentées sur un formulaire délivré par l'administration des postes. Elles donnent lieu à la perception d'un droit de cent francs.

Les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 11 janvier 1965 fixant le droit d'inscription pour **les épreuves** de recrutement et de carrière **du personnel des** Ministères sont applicables à ce droit d'inscription.

Article 9 (article 12 du projet).

Le formulaire d'inscription est envoyé au Ministre de l'Intérieur, sous pli recommandé à la poste.

Il est accompagné des documents suivants :

1° un extrait d'acte de naissance;

2° un certificat de nationalité;

3° un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs délivré depuis moins d'un mois et précisant qu'il est destiné à une administration publique;

4° une copie certifiée conforme des diplômes ou certificats requis pour être admis à l'examen;

.../...

5° un extrait de l'acte de nomination dans la police ;

6° un certificat du bourgmestre mentionnant le nombre d'années de services effectifs à la police.

Article 10 (articles 12 et 4, dernier alinéa, du projet).

Les délais et formalités prévus aux articles 8 et 9 sont prescrits à peine de nullité de l'inscription.

Article 11 (article 11 du projet).

L'examen est écrit. Il porte sur les matières suivantes :

1° une dissertation sur un sujet d'ordre général ou professionnel;

2° l'histoire générale de la civilisation occidentale et l'histoire de Belgique;

3° la géographie générale et la géographie de la Belgique;

4° l'histoire de la littérature française ou néerlandaise au choix du candidat;

5° notions d'économie politique.

L'épreuve sur chacune de ces matières est cotée sur 20 points.

Pour réussir l'examen les candidats doivent avoir obtenu au moins la moitié des points pour chaque matière et au moins les six dixièmes des points au total.

.../...

Article 12 (article 13, alinéas 1er, 2, 3 et 5 du projet).

L'examen est présenté devant un jury d'expression française ou devant un jury d'expression néerlandaise, suivant la langue dont le récipiendaire a usé pour **son ins**cription.

Le jury est présidé par le secrétaire général du Ministère de l'Intérieur ou par son délégué.

Il est composé de professeurs de l'enseignement moyen du degré supérieur, désignés par le Ministre de l'Intérieur, sur proposition du Ministre de l'Education nationale et de la Culture, pour moitié parmi les professeurs de l'enseignement officiel et pour moitié parmi les professeurs de l'enseignement libre.

Article 13 (article 13, alinéa 4 , du projet).

Les jurys délibèrent ensemble pour fixer les questions d'examen.

CHAPITRE III. DE L'EXAMEN DE CANDIDAT . . COMMISSAIRE DE POLICE.

Section 1ère. De l'examen organisé par le Ministre de l'Intérieur.

Article 14 (article 3 du projet).

Le Ministre de l'Intérieur organise chaque année un examen ouvert aux candidats qui satisfont aux conditions prévues à l'article 5.

La date de l'examen est annoncée par un avis publié au Moniteur belge deux mois au moins avant l'ouverture de la session.

.../...

Article 15 (article 4 du projet).

Les demandes d'admission à l'examen doivent être introduites un mois au moins avant l'ouverture de la session.

L'article 8, alinéas 2 et 3, l'article 9, à l'exception du 5° et du 6°, et l'article 10 sont applicables aux actes de candidature.

Article 16 (article 5 du projet).

Le Ministre de l'Intérieur vérifie si les candidats réunissent les conditions **requises** et leur fait savoir quinze jours au moins avant l'ouverture de la session qu'il les admet à l'examen ou, s'ils ne réunissent pas les conditions, les motifs pour lesquels il les en écarte.

Article 17 (articles 6 et 16, B, du projet).

L'examen comprend une épreuve écrite et une épreuve orale.

Les récipiendaires ne sont admis à l'épreuve orale que s'ils ont réussi l'épreuve écrite.

Les docteurs en droit sont dispensés de la partie de l'épreuve écrite prévue à l'article 18, 1° et 3°, et de la partie de l'épreuve orale qui porte sur le droit.

Article 18 (article 6, A, du projet).

L'épreuve écrite comprend :

1° une dissertation sur un sujet d'ordre général, d'actualité ou en rapport avec l'exercice des fonctions de police, cotée sur 20 points;

2° la rédaction d'un procès-verbal qui pourra comporter l'exécution d'une esquisse topographique, cotée sur 20 points;

3° des questions de droit, cotées sur 100 points répartis comme suit :

a. éléments de droit constitutionnel, aperçu des institutions supra-nationales, loi provinciale et loi communale : 20 points ;

b. organisation judiciaire de la Belgique : 5 points;

c. Code pénal (livres Ier et II) : 20 points;

d. principes du Code d'instruction criminelle et loi sur la détention préventive : 20 points;

e. législation concernant l'ordre public et la sécurité publique : 5 points;

f. principes généraux des obligations en droit civil : 10 points ;

g. principes généraux du droit commercial : 10 points;

h. législation pénale , spécialement en rapport avec les fonctions de commissaire de police et éléments de la législation sur la protection de l'enfance : 10 points;

4° des questions sur la législation et les règlements généraux sur la police de la circulation routière et des transports : 10 points;

5° des questions sur la police technique et scientifique : 15 points.

.../...

Le programme détaillé des matières sera communiqué à quiconque en fait la demande au Ministre de l'Intérieur.

Pour être admis à l'épreuve orale, les candidats doivent avoir obtenu au moins la moitié des points pour chacune des branches de la matière mentionnée au 3°, et au moins les six dixièmes des points pour l'ensemble de cette matière, ainsi que les six dixièmes des points pour chacune des **matières** mentionnées aux 1°, 2°, 4° et 5°.

Article 19 (article 6, B, du projet).

L'épreuve orale comprend une conversation sur un sujet juridique ou sur un sujet d'actualité et des questions sur une ou plusieurs des matières de l'épreuve écrite.

Cette épreuve est cotée sur 60 points.

Pour réussir l'épreuve orale, les candidats doivent avoir obtenu au moins **les six dixièmes des points.**

Article 20 (article 7 du projet).

L'examen est présenté devant un jury d'expression française ou devant un jury d'expression néerlandaise, suivant la langue dont le récipiendaire a usé dans sa demande d'admission.

Le jury est présidé par le secrétaire général du Ministère de l'Intérieur ou par son délégué.

.../...

Chaque jury comprend :

1° un officier du ministère public près un tribunal de première instance, désigné par le Ministre de la Justice;

2° un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, désigné par le Ministre de l'Intérieur;

3° un professeur de l'enseignement moyen du degré supérieur, désigné par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture;

4° un commissaire de police en activité de service, désigné par le Ministre de l'Intérieur.

Article 21 (article 1er du projet).

Le Ministre de l'Intérieur délivre le certificat aux lauréats de l'examen.

Section 2. - De l'examen organisé par les écoles provinciales de police reconnues.

§ 1er. De la reconnaissance des écoles provinciales de police.

Article 22 (article 8 du projet).

Les écoles de police organisées par les provinces ne peuvent délivrer le certificat de candidat commissaire de police que si elles sont reconnues par le Ministre de l'Intérieur.

.../...

Article 23 (article 8 du projet).

La demande de reconnaissance doit être accompagnée des documents suivants :

1° les statuts et le règlement d'ordre intérieur de l'école;

2° le programme détaillé des cours et des examens;

3° la composition du corps professoral;

4° les règles de constitution des jurys d'examen;

5° les **cotations** minimales requises pour la délivrance du certificat;

6° l'engagement de se soumettre à l'inspection organisée par le Ministre de l'Intérieur.

Article 24 (article 9, alinéa 1er, du projet).

La reconnaissance ne peut être accordée qu'aux écoles qui organisent un cycle de cours répartis sur deux ans au moins et portant au minimum sur les matières visées à l'article 18.

Article 25 (article 8 du projet).

Le retrait de la reconnaissance est prononcé par un arrêté ministériel motivé, le pouvoir organisateur de l'école entendu; il ne peut avoir effet avant l'expiration du cycle scolaire en cours.

.../...

§ 2. De l'examen.

Article 26 (article 9, alinéa 2, du projet).

L'examen a lieu au terme du cycle de cours. Certaines épreuves peuvent avoir lieu à la fin de l'année scolaire qui précède la dernière année du cycle.

Article 27 (article 10 du projet).

Les épreuves ont lieu devant un jury qui comprend notamment un officier du ministère public près une cour d'appel ou près un tribunal de première instance, désigné par le Ministre de la Justice, et un délégué du Ministre de l'Intérieur.

Le certificat est délivré aux lauréats de l'examen.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 28 (article 14 du projet).

Nul ne pourra se présenter plus de trois fois aux examens organisés en vertu du présent arrêté.

Article 29 (article 7, alinéa 2, article 13, alinéa 5, et article 8, alinéa 2, du projet).

Le Ministre de l'Intérieur arrête le montant des jetons de présence et des honoraires alloués aux membres des jurys prévus au chapitre II et à la section 1ère du chapitre III.

.../...

Il fixe le montant de l'allocation accordée aux fonctionnaires qu'il délègue pour inspecter les écoles provinciales reconnues de police.

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

Article 30.-

L'arrêté royal du 6 mars 1935 fixant les conditions d'admissibilité aux fonctions de commissaire de police et de commissaire de police adjoint, modifié par les arrêtés royaux des 13 septembre 1935 et 29 décembre 1936, est abrogé .

Les certificats délivrés conformément au dit arrêté continuent à donner accès aux fonctions de commissaire de police et de commissaire de police adjoint.

Article 31.-

Les récipiendaires régulièrement inscrits avant le 1er janvier 1965 aux cours d'une des écoles de police reconnues par le Ministre de l'Intérieur sont dispensés de l'examen de maturité prescrit par les articles 7 à 13 du présent arrêté.

Article 32.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1965.

.../...

Article 33.-

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et Notre Ministre de l'Education nationale et de la Culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

De Raad van State heeft gemeend duidelijkheidshalve een nieuwe tekst te moeten voorstellen; zijn opmerkingen bij het ontwerp maakt hij in de volgorde welke voor de bepalingen van die tekst is aangenomen.

\+

\+ +

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp doet de Minister van Justitie en de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur (artikelen 7, 10 en 13) alsook de postdienst (artikel 14) optreden. Alle betrokken Ministers zouden het moeten voordragen en medeondertekenen.

\+

\+ +

In de tekst die de Raad voorstelt, is gewerkt met "secretaris-generaal van het Ministerie van Binnenlandse Zaken" en "Minister van Binnenlandse Zaken", in plaats van "Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt" en "secretaris-generaal van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt". Het ontwerp behandelt immers een materie die onder de Minister van Binnenlandse Zaken, niet onder de diensten van het Openbaar Ambt ressorteert. Deze maken organiek deel uit van de diensten van de Eerste Minister (koninklijk besluit van 2 mei 1961 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag over de diensten van de Eerste Minister, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1961).

.../...

Wil men de recentste terminologie volgen, dan vervange men "brevet van politiecommissaris" door "getuigschrift van kandidaat-politiecommissaris" (zie de wet van 20 december 1957 betreffende het statuut van de griffiers van de rechterlijke macht en de wet van 5 juli 1963 betreffende het statuut van de gerechtsdeurwaarders).

\+

\+ +

OPSCHRIFT.

Het ontwerp heeft geen opschrift. Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit betreffende het getuigschrift van kandidaat-politiecommissaris".

\+

\+ +

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 12 van de voorgestelde tekst herhaalt wat in artikel 13 van het ontwerp staat, met weglating echter van het vierde lid, volgens hetwelk de examencommissies, om de maatregelen van algemene aard vast te stellen, samen beraadslagen en beslissen. Die bepaling kan de indruk wekken, dat de examencommissies verordenende bevoegdheid krijgen, terwijl men het hun alleen maar mogelijk bedoelt te maken de maatregelen van orde, die voor een vlot verloop van de examens noodzakelijk zijn, vast te stellen. Daar is geen tekst voor nodig.

.../...

Artikel 25 van de voorgestelde tekst schrijft motivering voor en organiseert de rechten van de verdediging, want intrekking van de erkenning is een gewichtige maatregel.

Het is inderdaad volstrekt noodzakelijk te bepalen, dat de ten laste gelegde feiten ter kennis van de inrichtende macht worden gebracht, deze laatste een redelijke termijn te laten voor het voordragen van haar verweer, en voor te schrijven dat de beslissing met redenen moet omkleed zijn.

\+

\+ +

VOORGESTELDE TEKST.

Gelet op de gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 123, tweede lid, en 125, derde lid, gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961;

Gelet op de wet van 29 maart 1953 betreffende de door de Rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Onze Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - BENOEMBAARHEIDSVEREISTEN.

Artikel 1 (artikel 1, eerste lid, en artikel 16, A, van het ontwerp).

Niemand kan voor het ambt van politiecommissaris voorgedragen of tot adjunct-politiecommissaris benoemd worden tenzij hij houder is van het getuigschrift van kandidaat-politiecommissaris, afgegeven nadat hij geslaagd is voor het in hoofdstuk III voorgeschreven examen, of tenzij hij daarvan is vrijgesteld.

Artikel 2 (artikel 2, tweede lid, van het ontwerp).

Het getuigschrift is geldig in geheel het Rijk.

Artikel 3. (artikel 16, A, van het ontwerp).

Het getuigschrift hoeven niet over te leggen, mits zij houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift als bedoeld in artikel 5 :

1° de officieren van de Rijkswacht en de onderofficieren die voor het officiersexamen zijn geslaagd;

2° zij die geslaagd zijn voor het examen van gerechtelijk officier bij de parketten.

.../...

Artikel 4 (artikel 15 van het ontwerp).

De Minister van Binnenlandse Zaken schrijft de houders van het getuigschrift in op een lijst die aan de provinciegouverneurs en aan de arrondissementscommissarissen alsook, desgevraagd, aan de gemeentebesturen wordt toegezonden.

HOOFDSTUK II. - TOELAATBAARHEIDSVEREISTEN VOOR HET EXAMEN VAN KANDIDAAT-POLITIECOMMISSARIS.

Artikel 5 (artikel 2, eerste lid, van het ontwerp).

Om tot het examen, voorgeschreven in afdeling 1 van hoofdstuk III, te worden toegelaten, moeten de gegadigden houder zijn van het diploma van middelbare studiën van de hogere graad of van een diploma of studiegetuigschrift dat toegang verleent tot het niveau 2 van de Rijksambtenaren.

Artikel 6 (artikel 2, tweede lid, van het ontwerp).

Tot de examens, voorgeschreven in afdeling 2 van het hoofdstuk III, worden toegelaten :

1° de gegadigden die de in artikel 5 gestelde vereisten vervullen;

2° de gegadigden die houder zijn van het getuigschrift van middelbare studiën van de lagere graad en die bovendien de drie hierna bepaalde vereisten vervullen :

a) vier jaar werkelijke ambtsuitoefening bij de gemeentelijke of de plattelandspolitie tellen;

b) in een erkende provinciale politieschool geregeld een lessencyclus als bedoeld in artikel 24 hebben gevolgd;

c) voor het ingevolge de artikelen 7 tot 13 georganiseerde maturiteitsexamen zijn geslaagd.

.../...

Artikel 7 (artikel 12 van het ontwerp).

Het maturiteitsexamen wordt in het eerste kwartaal van ieder jaar door de Minister van Binnenlandse Zaken georganiseerd.

Artikel 8 (artikel 12 van het ontwerp).

De gegadigden moeten zich laten inschrijven tussen 1 en 20 november van het jaar vóór dat van het examen.

De inschrijvingen worden gesteld op het door het bestuur der posterijen uitgereikte formulier. Ze geven aanleiding tot het innen van een inschrijvingsgeld van honderd frank.

Op dat inschrijvingsgeld vinden toepassing de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 11 januari 1965 tot vaststelling van het inschrijvingsgeld voor de wervings- en loopbaanexamens van het personeel der Ministeries.

Artikel 9 (artikel 12 van het ontwerp).

Het inschrijvingsformulier wordt onder ter post aangetekende omslag aan de Minister van Binnenlandse Zaken gezonden.

Het gaat vergezeld van de volgende stukken :

1° een uittreksel uit de geboorteakte;

2° een nationaliteitsattest;

3° een sedert minder dan één maand afgegeven getuigschrift van goed zedelijk gedrag, waarop vermeld staat dat het voor een openbaar bestuur is bestemd;

.../...

4° een voor eensluidend verklaard afschrift van de diploma's en studiegetuigschriften die voor de toelating tot het examen zijn vereist;

5° een uittreksel uit de akte van benoeming bij de politie;

6° een attest van de burgemeester dat het aantal jaren werkelijke ambtsuitoefening bij de politie vermeldt.

Artikel 10 (de artikelen 12 en 4, laatste lid, van het ontwerp).

De in de artikelen 8 en 9 voorgeschreven termijnen en formaliteiten gelden op straffe van nietigheid van de inschrijving.

Artikel 11 (artikel 11 van het ontwerp).

Het examen is schriftelijk. Het handelt over de volgende vakken :

1° een verhandeling over een onderwerp van algemene aard of in verband met het beroep;

2° algemene geschiedenis van de Westerse beschaving, en geschiedenis van België;

3° algemene aardrijkskunde en aardrijkskunde van België;

4° geschiedenis van de Nederlandse of van de Franse letterkunde, ter keuze van de gegadigde;

5° begrippen van de staatshuishoudkunde.

Op het examengedeelte over ieder van die vakken staan 20 punten.

Om voor het examen te slagen, moeten de gegadigden voor ieder vak ten minste de helft, en over het geheel ten minste zes tiende van de punten hebben behaald.

.../...

Artikel 12 (artikel 13, eerste, tweede, derde en vijfde lid van het ontwerp).

Het examen wordt afgelegd ten overstaan van een Nederlandstalige of van een Franstalige examencommissie naar gelang van de taal die de examinandus voor zijn inschrijving heeft gebruikt.

De examencommissie wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het Ministerie van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde.

Zij bestaat uit leraren van het middelbaar onderwijs van de hogere graad, door de Minister van Binnenlandse Zaken op de voordracht van de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur aan te wijzen voor de helft onder de leraren van het officieel, voor de helft onder de leraren van het vrij onderwijs.

Artikel 13 (artikel 13, vierde lid, van het ontwerp).

Voor het vaststellen van de examenvragen beraadslagen en beslissen de commissies samen.

HOOFDSTUK III. - HET EXAMEN VAN KANDIDAAT-POLITIECOMMISSARIS.

Afdeling 1. Het examen georganiseerd door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Artikel 14 (artikel 3 van het ontwerp).

De Minister van Binnenlandse Zaken organiseert ieder jaar een examen voor de gegadigden die de in artikel 5 gestelde vereisten vervullen.

De datum van het examen wordt ten minste twee maanden vóór het openen van de zitting bekendgemaakt bij bericht in het Belgisch Staatsblad.

.../...

Artikel 15 (artikel 4 van het ontwerp).

De aanvragen om toelating tot het examen moeten ten minste één maand vóór het openen van de zitting zijn ingediend.

Artikel 8, tweede en derde lid, artikel 9, met uitzondering van 5° en 6°, alsook artikel 10 zijn op de kandidaatstellingen van toepassing.

Artikel 16 (artikel 5 van het ontwerp).

De Minister van Binnenlandse Zaken gaat na of de gegadigden de vereisten vervullen en deelt hun ten minste 15 dagen vóór het openen van de zitting mede dat hij hen tot het examen toelaat of, als zij de vereisten niet vervullen, waarom hij hen weert.

Artikel 17 (de artikelen 6 en 16, B, van het ontwerp).

Het examen omvat een schriftelijk en een mondeling gedeelte.

Tot het mondeling gedeelte worden de examinandi alleen toegelaten als zij voor het schriftelijk gedeelte zijn geslaagd.

Doctors in de rechten zijn vrijgesteld van de in artikel 18, 1° en 3°, bepaalde onderdelen van het schriftelijk examengedeelte alsook van het onderdeel van het mondeling examengedeelte dat over de rechtswetenschap handelt.

Artikel 18 (artikel 6, A, van het ontwerp).

Het schriftelijk examengedeelte omvat :

1° een verhandeling over een onderwerp van algemene aard, dat actueel is of verband houdt met de uitoefening van het politieambt; hierop staan 20 punten;

.../...

2° het opmaken van een proces-verbaal, waarmee het uitwerken van een topografische schets gemoeid kan zijn; hierop staan 20 punten;

3° vragen over rechtswetenschap, waarop 100 punten staan, als volgt verdeeld :

a. beginselen van het grondwettelijk recht, overzicht van de supranationale instellingen, provincie- en gemeentewet : 20 punten;

b. gerechtelijke organisatie van België : 5 punten;

c. Strafwetboek (boeken I en II) : 20 punten;

d. beginselen van het Wetboek van strafvordering en wet op de voorlopige hechtenis : 20 punten;

e. wetgeving inzake openbare orde en openbare veiligheid : 5 punten;

f. algemene beginselen van de verbintenissen in het burgerlijk recht : 10 punten;

g. algemene beginselen van het handelsrecht : 10 punten;

h. strafwetgeving, inzonderheid in verband met het ambt van politiecommissaris, en beginselen van de wetgeving op de kinderbescherming : 10 punten;

4° vragen over de wetgeving en de algemene reglementen betreffende de politie van het wegverkeer en het vervoer : 10 punten;

5° vragen over technische en wetenschappelijke politie : 15 punten.

.../...

Het omstandig programma van de examenvakken wordt toegezonden aan al wie er bij de Minister van Binnenlandse Zaken om verzoekt.

Om tot het mondeling examengedeelte te worden toegelaten, moeten de gegadigden voor ieder onderdeel van het vak onder 3° ten minste de helft, voor het geheel van dat vak ten minste zes tiende, en voor ieder van de vakken onder 1°, 2°, 4° en 5° ten minste zes tiende van de punten hebben behaald.

Artikel 19 (artikel 6, B, van het ontwerp).

Het mondeling examengedeelte bestaat in een gesprek over een juridisch of een actueel onderwerp en in het beantwoorden van vragen over een of meer vakken van het schriftelijk examengedeelte.

Op het mondeling gedeelte staan zestig punten.

Om voor dat gedeelte te slagen, moeten de gegadigden ten minste zes tiende van de punten hebben behaald.

Artikel 20 (artikel 7 van het ontwerp).

Het examen wordt afgelegd ten overstaan van een Nederlandstalige of van een Franstalige examencommissie, naar gelang van de taal die de examinandus in zijn aanvraag om toelating heeft gebruikt.

.../...

De examencommissie wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het Ministerie van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde.

Iedere examencommissie bestaat uit :

1° een door de Minister van Justitie aan te wijzen ambtenaar van het openbaar ministerie bij een rechtbank van eerste aanleg ;

2° een door de Minister van Binnenlandse Zaken aan te wijzen ambtenaar van het Ministerie van Binnenlandse Zaken ;

3° een door de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur aan te wijzen leraar van het middelbaar onderwijs van de hogere graad ;

4° een door de Minister van Binnenlandse Zaken aan te wijzen politiecommissaris in werkelijke dienst.

Artikel 21 (artikel 1 van het ontwerp).

De Minister van Binnenlandse Zaken geeft aan hen die voor het examen geslaagd zijn het getuigschrift af.

Afdeling 2.- Het examen georganiseerd door de erkende provinciale politiescholen.

§ 1. Erkenning van de provinciale politiescholen.

Artikel 22 (artikel 8 van het ontwerp).

De door de provincies ingerichte politiescholen mogen het getuigschrift van kandidaat-politiecommissaris alleen afgeven als zij door de Minister van Binnenlandse Zaken zijn erkend.

Artikel 23 (artikel 8 van het ontwerp).

De aanvraag om erkenning moet vergezeld gaan van :

1° de statuten en het reglement van orde van de school ;

2° het omstandig programma van de cursussen en examens ;

3° een opgave van de samenstelling van het onderwijzend personeel ;

4° een opgave van de regelen voor het samenstellen van de examencommissies ;

5° een opgave van de minimum-waardecijfers die voor het afgeven van het getuigschrift zijn vereist ;

6° de verbintenis zich te onderwerpen aan de inspectie door de Minister van Binnenlandse Zaken georganiseerd.

Artikel 24 (artikel 9, eerste lid, van het ontwerp).

Erkend kunnen alleen worden de scholen die een lessencyclus organiseren welke over ten minste twee jaar is gespreid en ten minste over de in artikel 18 genoemde vakken handelt.

Artikel 25 (artikel 8 van het ontwerp).

Intrekking van de erkenning wordt uitgesproken bij een met redenen omkleed ministerieel besluit, nadat de macht die de school heeft ingericht, is gehoord ; zij kan geen uitwerking hebben vooraleer de lopende schoolcyclus ten einde is.

.../...

§ 2. Het examen.

Artikel 26 (artikel 9, tweede lid, van het ontwerp).

Het examen wordt afgenomen op het einde van de lessencyclus. Sommige examengedeelten mogen plaats hebben op het einde van het schooljaar dat aan het laatste jaar van de cyclus voorafgaat.

Artikel 27 (artikel 10 van het ontwerp).

Het examen wordt afgelegd ten overstaan van een examencommissie waarin onder meer zitting hebben een door de Minister van Justitie aan te wijzen ambtenaar van het openbaar ministerie bij een hof van beroep of bij een rechtbank van eerste aanleg, en een gemachtigde van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Aan hen die voor het examen geslaagd zijn, wordt het getuigschrift afgegeven.

HOOFDSTUK IV.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 28 (artikel 14 van het ontwerp).

Niemand mag zich voor de krachtens dit besluit georganiseerde examens meer dan driemaal aanmelden.

.../...

Artikel 29 (artikel 7, tweede lid, artikel 13, vijfde lid, en artikel 8, tweede lid, van het ontwerp).

De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt het bedrag van het presentiegeld en van het honorarium voor de leden van de examencommissies bedoeld in hoofdstuk II en in afdeling 1 van hoofdstuk III.

Hij bepaalt het bedrag van de vergoeding voor de ambtenaren die hij afvaardigt om de erkende provinciale politiescholen te inspecteren.

HOOFDSTUK V.- OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 30.-

Het koninklijk besluit van 6 maart 1935 tot vaststelling van de toelatingsvoorwaarden tot het ambt van commissaris en adjunct-commissaris van politie, gewijzigd bij de koninkiijke besluiten van 13 september 1935 en 29 december 1936, wordt opgeheven.

De overeenkomstig dat besluit afgegeven getuigschriften verlenen zoals voorheen toegang tot het ambt van politiecommissaris en van adjunct-politiecommissaris.

Artikel 31.-

Examinandi die vóór 1 januari 1965 waren ingeschreven voor de lessen aan een door de Minister van Binnenlandse Zaken erkende politieschool zijn van het in de artikelen 7 tot 13 van dit besluit bepaalde maturiteitsexamen vrijgesteld.

.../...

Artikel 32.-

Dit besluit treedt 1 juli 1965 in werking.

Artikel 33.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en Onze Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier,
adjunct-griffier, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.M. DUMONT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.M. DUMONT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.